

**Analyse/Diagnostic**

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies ratifiait, par 2/3 des voix, le plan de partage de la Palestine de l'ouest, alors sous mandat britannique, en une partie juive et une partie arabe. Du côté arabe, ce plan avait été refusé. C'est pourquoi, l'État d'Israël fondé le 14 mai 1948 fut attaqué par cinq nations arabes, contre l'avis de l'ONU.

La plupart des pays arabes ne reconnaissent pas l'État d'Israël. Depuis sa fondation, Israël n'a pas de frontières internationalement reconnues. Pour l'islam, il est inimaginable qu'une région autrefois musulmane soit sous le contrôle de non-musulmans.

N'oublions pas qu'Israël est un État démocratique. Ceci contraint le pays à épuiser tous les moyens dont dispose un État de droit pour assurer sa propre survie, et pour lutter contre toutes les formes de terrorisme. Une nation qui se laisserait opprimer par des organisations terroristes pour maintenir la paix serait vouée au déclin.

La Suisse, justement, avec ses bases démocratiques de très longue date, ne peut pas se permettre de tourner le dos à Israël, alors que les temps sont difficiles, comme elle ne peut pas fermer les yeux sur les souffrances que leur propre régime fait endurer aux civils palestiniens. Ce n'est que dans la mesure où nous serons prêts à affronter les difficultés d'une pensée différenciée que nous pourrons, en tant que Confédération, contribuer à l'apaisement du conflit au Moyen Orient.

**Propositions de solutions**

- C'est pourquoi nous demandons que la Suisse réengage sa responsabilité face à l'État et à la population d'Israël, qu'elle prenne conscience des problèmes naissants, et qu'elle développe une stratégie correspondante. D'éventuelles représailles, telles que des sanctions économiques ou des restrictions de collaboration avec Israël, n'ont plus lieu d'être. Il faut que notre Gouvernement favorise le dialogue afin que l'image parfois caricaturale que donnent les médias d'Israël soit contrebalancée par des informations objectives et neutres.
- Du point de vue des Jeunes UDF, pour que la Suisse puisse défendre une position claire et forte au Moyen Orient, il faut qu'elle entretienne avec Israël des relations privilégiées empreintes des valeurs chrétiennes, en se rappelant des promesses bibliques.

**Résumé**

Un défi et une responsabilité nous lient à l'État d'Israël : clarifier les nombreuses particularités que nous avons en commun avec ce pays, et voir en quoi ils nous y rattachent. Notre force réside dans le fait que nous, Suisses, formons depuis toujours notre propre opinion. Aujourd'hui, il se peut qu'Israël soit devenu une écharde dans la chair de plusieurs personnes, et de plusieurs nations; c'est justement pour cela que nous devons avoir le courage politique de nous opposer à une vue trop simpliste des choses.

**Rédaction des textes**

Cette prise de position a été rédigée par un membre des Jeunes UDF du canton de Berne, supervisée par le comité de ladite section.